



CAMIEG :

Halte au double langage !

Parce que FO Énergie et Mines souhaite enfin de la transparence et de l'efficacité sur vos remboursements, notre Organisation Syndicale a refusé de s'associer à un courrier avant tout syndical, rédigé et signé par le Président CGT de la CAMIEG.

Cette missive a, en effet, pour but de tempérer les tensions légitimes des salariés concernant le non remboursement de leurs soins. Elle ne règle en rien les problématiques chroniques et aberrantes d'un système qui ne fonctionne plus depuis maintenant plusieurs mois.

Des mesures concrètes et efficaces doivent, dès maintenant, être entreprises. C'est pour ces raisons que FO Énergie et Mines réitère ardemment une communication claire de la part de la CAMIEG avec des mesures bien ciblées.

Nous demandons d'arrêter l'hémorragie, avec :

- L'amélioration de l'accueil téléphonique par le maintien et le développement de la plateforme téléphonique prestataire de la CAMIEG et le pourvoi des 7 postes vacants,
- Le renforcement des moyens mis pour le traitement de vos réclamations,
- La mise en œuvre d'une campagne de mise à jour des droits des bénéficiaires, source actuellement de bon nombre de difficultés,
- La mise à disposition par la CPAM de Nanterre de tous les outils nécessaires au bon traitement de vos remboursements,

Nous demandons également que les surcoûts de gestion générés par tous les dysfonctionnements ne soient pas payés par vous, bénéficiaires du système de remboursement.

Ce n'est pas parce que les élections arrivent à grands pas que la CGT, complice de cette catastrophe, doit oublier ses responsabilités et continuer de mentir de façon aussi éhontée !

Tout le monde peut constater que ses notes de médecin, dentiste, ophtalmo ... ne sont plus remboursées depuis des mois. En pleine crise du pouvoir d'achat, tout le monde appréciera....

La précarité dans laquelle se trouvent certains bénéficiaires met en péril leur situation familiale et impose à FO Énergie et Mines de ne pas transiger avec la mise en place de mesures immédiates et concrètes.

Paris le 9 avril 2009